

*Article 31 du Règlement*

insultants d'un député qui a traité l'un de ses concitoyens de «noiraud qui revient de l'hôpital psychiatrique».

Il est inadmissible de s'abaisser à un tel niveau et insulter une personne qui se présente à des élections. Il est inadmissible de traiter un Canadien d'une manière aussi cruelle. C'est le langage de l'apartheid, de la crainte et de l'ignorance. C'est le langage auquel on pourrait s'attendre d'autres éléments de la société, mais pas d'un homme auquel les Canadiens ont accordé leur confiance.

Nous, du parti conservateur, combattons sérieusement le racisme. Voyons si les députés d'en face veulent aussi sincèrement le faire disparaître, où qu'il se trouve. Voyons si le Parti libéral a le courage de défendre la dignité humaine, ou s'il encourage de tels excès.

• (1410)

Nous, en tant que parlementaires, devons oser protester. Je mets au défi le chef de l'opposition de prendre des mesures énergiques et de relever le député de Hull—Aylmer de ses responsabilités au caucus.

\* \* \*

## LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

### LES ACTIVITÉS À NEW WATERFORD—LA MINE LINGAN

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour exhorter le gouvernement canadien à prendre un engagement véritable envers la Société de développement du Cap-Breton, particulièrement en ce qui concerne la mine Lingan qu'elle exploite à New Waterford.

Il y a quelques mois, le gouvernement a entamé avec la Nouvelle-Écosse des négociations portant sur le subventionnement d'une mine de charbon dans le comté de Pictou. J'apprends qu'il a maintenant accepté de débloquent des fonds pour ce projet. Or, la Société de développement du Cap-Breton se trouvera en concurrence directe avec cette entreprise, ce qui entraînera la perte de 275 emplois à la mine Lingan à New Waterford, en Nouvelle-Écosse.

Le conseil municipal et tous les habitants de New Waterford, les députés provinciaux de la région ainsi que le premier ministre conservateur de la Nouvelle-Écosse veulent tous que la mine de charbon Lingan reste ouverte.

Je demande donc au gouvernement de s'engager carrément, par l'entremise du ministre responsable de la Société de développement du Cap-Breton, à protéger la Société et, ce qui est encore plus important, la mine Lingan et les quelque 1 200 emplois qu'elle représente dans la petite ville minière canadienne de New Waterford. C'est cet engagement que je demande au gouvernement de prendre aujourd'hui.

\* \* \*

## LES TRANSPORTS

### LE SERVICE FERROVIAIRE VOYAGEURS

**M. Ken James (secrétaire parlementaire du ministre du Travail):** Monsieur le Président, au nom de mes collègues du sud-ouest de l'Ontario, je prends la parole pour rappeler au ministre des Transports et à nos collègues du Cabinet l'importance particulière du service ferroviaire voyageurs pour notre région.

Maintes fois, notre message au ministre et au Cabinet a été clair et concis. Ce service est très important pour notre région et il faut qu'il demeure l'un des modes de transport offerts à ses habitants qui comptent sur le train. Les statistiques sur le nombre d'usagers et sur les recettes enregistrées montrent clairement que les gens du sud-ouest de l'Ontario ont utilisé ce service et qu'ils continueront à le faire plutôt que de le perdre.

Deux autres faits sont aussi évidents. Premièrement, on peut accroître le nombre d'usagers et rendre le service plus rentable en effectuant des changements d'ordre administratif, en modifiant les horaires et en augmentant le prix des billets. Deuxièmement, les réseaux de transport routier et aérien de la région sont en si piètre état qu'ils ne pourraient répondre à une demande croissante.

C'est pourquoi il faut tenir compte des particularités du sud-ouest de l'Ontario avant de décider de modifier les lignes au nord et au sud desservant cette région.

\* \* \*

## LES FINANCES

### LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, comme nous le savons tous, un immense raz-de-marée, provoqué par l'ire des citoyens de toutes les régions du pays, frappe de plein fouet le projet de taxe sur les produits et services que propose le gouvernement.